

Spiridion SHYIRAMBERE
Chaussée de Zuremout 62 Boîte 21
1370 Jodoigne
Tél. 010 815611
G.S.M. 0478753555

Jodoigne, le 29 janvier 2000

A Monsieur Louis Michel
Ministre d'Etat
Vice - Premier Ministre et
Ministre des Affaires Etrangères
JODOIGNE

Monsieur le Vice - Premier Ministre,

Concerne : Situation préoccupante de l'Afrique
Centrale et ses retombées haineuses en Belgique!

Ce samedi à 10h, la T.V. 5 vient de diffuser d'horribles images sur les massacres interethniques dans le Nord du Congo, occupé par des troupes ougandaises. Ces images insoutenables rappellent étrangement la situation conflictuelle qui n'a jamais cessé au Rwanda, depuis l'attentat contre l'avion présidentiel le 6 avril 1994, jusqu'à ce jour, sans qu'on puisse même en prévoir la fin.

La douleur qu'on ressent est incommensurable, et l'on ne peut en parler qu'à vous qui n'avez cessé d'être la seule voix autorisée en Europe, pour vous soucier de cette Afrique Centrale, malgré le grand silence de ce que l'on appelle "Communauté Internationale" (sic)

devant tant de misères, des populations du Rwanda, du Congo et du Burundi. C'est pour cela que je prends la plume immédiatement pour vous en parler, en toute confiance, en usant du moyen le plus rapide, la télécopie, sans pour cela manquer de bonnes manières envers une autorité qu'on respecte. L'original sera porté. Je réagis vite d'autant plus que j'observe chaque jour des retombées de ces situations haineuses sur le territoire belge.

La R.D. du Congo subit depuis déjà longtemps une partition de fait, que même Mobutu tant décrié avait réussi à éviter. Les populations subissent une occupation plus méprisante et plus écrasante que celle des Allemands en Belgique. Les seigneurs de la guerre ne cessent de manifester ce mépris envers les autochtones : "les Congolais, c'est du cha-cha-cha, de l'amusement, on peut en faire ce qu'on veut" ! Un mépris qui pue le racisme. Les richesses du pays sont pillées car en fait c'est une guerre dont l'objectif principal est l'appropriation des richesses minières, forestières, et même jusqu'aux lavabos, robinets, véhicules ... de ce vaste pays. Le contentieux sera long... et les morts ne ressusciteront pas, hélas !

Paul Kagame, surnommé Ponce-Pilate lorsqu'il était encore à la tête de la Sûreté Militaire de l'Ouganda, à cause de son génie illimité pour inventer des supplices toujours plus cruels, c'est quelqu'un qui m'a mené qu'une carrière du crime, qu'il poursuit actuellement au Rwanda. Le Rwanda qui compte cent quarante mille prisonniers connus, les prisonniers-esclaves plus nombreux semble-t-il étant détenus dans des lieux inconnus, des résidences privées. Je rencontre fréquemment en Belgique des personnes qui fuient le Rwanda, j'en connais bien d'autres qui échouent dans leurs tentatives d'évasion.

Et il ne s'agit pas seulement des hutu : mis à mort, eux, pour divers prétextes. Sebarenzi Joseph, un mututsi originaire de ma région d'origine, qu'il a d'ailleurs mise à feu et à sang, était président des députés. Il vient de fuir le Rwanda cette semaine et s'est fait arrêter en Ouganda. Romaniste que je suis, c'est avec regret que je donne ce nom de "députés" à des gens qui sont simplement nommés, pour siéger dans un Parlement qui ne parle pas, et ne mérite même pas le nom de parler.

Paul Kagame m'est bien connu personnellement. Et j'estime qu'il convient que je vous le dise. En avril 1990, alors que j'étais professeur à l'Institut Technique de la Communauté Française à Arlon, il est venu me voir avec quatre de ses acolytes, et m'a proposé d'être leur "caisse de résonance" en Europe pour une guerre médiatique, une fois les hostilités déclenchées contre le Rwanda. Le programme qu'il m'a remis et les desseins diaboliques qu'il m'a exposés ont achevé de me convaincre que la population du Rwanda allait connaître un pire destin. Il profitait du fait que le régime en place m'avait soumis à une détention politique sévère de 1513 jours, que je l'avais fui, et que je souhaitais donc un changement politique.

Certes, je souhaitais un changement, mais qui m'irait pas jusqu'à plonger la population dans des haines ethniques meurtrières ; j'avais fui le régime, et non la population. Je souhaitais un changement, oui, mais pas au point d'être utilisé comme une marionnette hutu qu'on met à l'avant pour la supprimer après. Comme ce fut le cas pour les Faustin Twagiramungu, Seth Sendashonga, Alexis Kanyarengwe, Théoneste Lizinde... et des centaines d'autres assassinés ou réfugiés en Europe, un peu partout.

Paul Kagame a alors essuyé un échec qu'il ne me pardonnera jamais, puisqu'en février 1999, un journal gouvernemental du Rwanda me citait nommément parmi les personnes à abattre, moi et Joseph Matata domicilié alors 44 Rue du Tombois à Jodoigne. L'échec de Paul Kagame n'a ~~pas~~ été digéré par son mouvement. Son chef d'alors, le général Fred Rwigyema est venu en personne me voir en juillet 1990, deux mois avant le déclenchement des hostilités contre le Rwanda. A lui-même comme à Paul Kagame, j'ai répondu, courtoisement certes, "Arrière Satan" !

Vivant en Belgique, et ayant donc des relations avec des individus qui envisageaient d'ensanglanter une Région qui a des liens historiques profonds avec la Belgique, j'ai jugé de mon devoir d'informer **qui de droit**, l'autorité belge de l'époque. Un service compétent m'a servi de canal de transmission, et il peut fort bien témoigner de ma fidélité sans faille envers la Belgique pendant toutes ces années de guerre jusqu'à ce jour, et aussi de ma fidélité envers les populations d'Afrique Centrale que je n'ai pas fuies et que j'aurais la joie de retrouver si seulement les conditions s'y prêtaient.

Je sais bien qu'au Rwanda, des malins génies se frottent les mains, à l'idée de vous inviter pour une visite officielle en avril 2000, période qui coïncide avec l'anniversaire des événements d'avril 1994, où des milliers des nôtres, hutu et tutsi, pas seulement tutsi, ont perdu la vie. En oubliant bien sûr les massacres de réfugiés au Congo, en oubliant bien entendu que les réfugiés rapatriés de force ont été éliminés, sans même droit à une carte d'identité, donc sans existence légale au Rwanda ! En oubliant

enfin que depuis 1994 jusqu'à ce jour, la mort est si banalisée au Rwanda que nul ne se sent en sécurité dans ce pays qui ose réclamer la sécurité aux frontières sans vouloir l'assurer à l'intérieur !

Ces malins génies du Rwanda avouent leur dessein de chercher, par votre visite à une époque sensible, à culpabiliser officiellement la Belgique pour tout ce qui est arrivé au Rwanda depuis 1959, mort de leur roi, et donc à faire payer des indemnités à la Belgique, vomie chaque jour par les médias officiels du Rwanda, surtout en Kinyarwanda. La Belgique, espère-t-on, paiera donc sa "propre culpabilité", mais aussi la "culpabilité de l'ONU" dont l'enquête est en cours, car l'ONU n'est pas, en définitive, un État qui génère ses propres ressources. Il me semble, malgré bien sûr ma qualité de profane, que vous risqueriez alors les foudres de l'opinion belge si elle se voyait ainsi culpabilisée alors que, finalement, ce n'est pas la Belgique qui a injecté ce virus ethnique chez nous.

Pour la carte tutsi au pouvoir à Kigali, la Belgique devrait payer : sa perte du pouvoir en 1960 en faveur de la majorité hutu, son exil de trente ans, et les tristes conséquences de 1994 d'une guerre qu'elle a déclenchée elle-même, à l'insu de la Belgique, mais avec le soutien actif de Museveni d'Ouganda soutenu par les États-Unis, un soutien superpuissant que la Belgique n'a en fait pas pu contrer, au point de perdre toute son influence au Congo, au Rwanda et au Burundi. L'Afrique des Grands Lacs, c'est en fait une série de guerres de Museveni, avec le soutien incontournable des États-Unis. Qui diable peut donc aller là contre ? Même pas la Belgique, chrétienne ou

libérale, cette dernière étant quand même digne de la confiance que votre première interview au "Soir" a bien suscitée chez plusieurs personnes... qui maintenant s'interrogent sur vos possibilités réelles devant tant et tant de puissances coalisées et intéressées. Mais je vous assure que nul ne met en cause votre bonne volonté. Que du contraire !

Paul Kagame a parlé, publiquement, de son désir de "détruire le camp de réfugiés en Belgique", avec l'aide de la Belgique, comme elle ^{l'a} aidé en d'autres occasions ! Cette expression rappelle le cynique démantèlement des camps de réfugiés au Congo, avec les enquêtes que l'on sait, étouffées par les États-Unis : actuellement les Nations Unies se confondent avec les États-Unis et le Conseil de Sécurité n'est consulté que quand il sert les intérêts de cette seule superpuissance qui régente la planète entière : au point que les opprimés et autres sans voix du monde en arrivent à regretter la fin de la guerre froide.

Paul Kagame sait donc qu'il y a en Belgique des opposants bien plus intelligents que lui qui n'ont aucune notion du sens de l'état. Il sait bien qu'il ne peut pas vous demander de les renvoyer au Rwanda à une mort certaine, comme il l'a fait et obtenu du Gabon. Il sait aussi bien que les tuer ici, c'est facile, mais que c'est un pays qui mène des enquêtes et que si jamais ses sbires armés visent un citoyen belge en s'en prenant à un Rwandais, ce serait le début de sa fin certaine et assurée. Alors, il procède autrement, en ce moment.

Il a envoyé à Bruxelles un ambassadeur criminel notoire, Jacques Bihozagara. Des a.s.b.l.

de défense des droits de l'homme avaient dénoncé ce sale individu pour qu'il ne soit pas accrédité en Belgique. La Belgique, c'est-à-dire le Gouvernement qui vous a précédé, n'a pas écouté ces dénonciations, et g. Bihozagara est là, en train d'épier les réfugiés et de chercher des astuces pour les éliminer physiquement ou de les envoyer au Tribunal International d'Arusha, faute de pouvoir espérer pousser la Belgique à les expédier au Rwanda. C'est un criminel à Bruxelles.

Le régime de Paul Kagame a rappelé au Rwanda un certain Gasana Ndoba qui, en Belgique, se couvrait de l'étiquette honorable des droits de l'homme pour mener des activités politiques pour les extrémistes tutsi. Gasana Ndoba est au Rwanda avec rang de ministre pour récompense. Actuellement Gasana Ndoba et Jacques Bihozagara agissent sur le Tribunal Pénal d'Arusha pour assouvir leurs desseins ethniques extrémistes, en sachant que ce Tribunal International est politisé à outrance, que le Procureur obéit au doigt et à l'œil à ce que Kigali lui dicte.

C'est dans ce cadre que le général-major Augustin Ndindiriyimana, domicilié à Vendermonde (tél. 052 201344, reconnu réfugié suite à un procès en Belgique où Gasana Ndoba a reconnu l'avoir poursuivi mensongèrement avec dessein de nuire, c'est donc dans ce cadre que cet honnête homme a été arrêté le 21-1-2001 puis relâché; encore arrêté hier, avec l'intention de le faire expédier à Arusha où il mourra sûrement. Cet officier intègre, qui m'est connu depuis qu'il était à l'École Royale Militaire et moi à l'U.C.L. - Leuven, n'avait pas, au sein des Forces Armées Rwandaises, une influence capable d'arrêter ou même de provo-

quer les tueries de 1994, étant donné son origine régionale. Cet officier honnête ne dirigeait qu'une gendarmerie qui devait être dépassée par les émeutes de 1994, tellement ses moyens étaient fort maigres et ses effectifs très limités. Pour aller plus loin dans ma franchise, je vous dirais que cet homme qui était membre d'un gouvernement qui m'a arrêté arbitrairement le 28 avril 1980 pour ne me libérer que le 19 juin 1984, était bien incapable de me faire arrêter, comme de plaider pour moi pour me faire libérer. Dans la situation de 1994, il était tout autant incapable d'arrêter les émeutes qu'il subissait, de les exciter ou de les provoquer, ou de prendre le pouvoir, fût-il l'officier le plus haut gradé après la chute de l'avion du Président. Qui lui aurait obéi, fût-il si brillant officier?

Je vous prie, Monsieur le Vice-Premier Ministre, d'éviter qu'il subisse les retombées des haines raciales africaines sur le territoire belge. Une fois Augustin Ndiririyimana extradé si injustement, le tour sera venu pour tous les réfugiés rwandais hutu reconnus en Belgique, à commencer par moi-même que Paul Kagame connaît fort bien, comme les services officiels belges le savent... avec des photos! Prises bien à distance par les services eux-mêmes.

J'ai parlé du Congo, du Rwanda. Du Burundi, on ne peut dire qu'un mot, « chaos », depuis l'assassinat du Président Ndadaye, parce qu'il était un muhutu! Les Etats-Unis, derrière leur poulain Museveni, façonnent là Région avec un cynisme incroyable. Qu'y pouvons-nous? Au moins ne pas nous laisser bernier au point d'abandonner tous nos principes, et cet élan d'espoir fou que votre entrée au Palais d'Egmont a suscité chez

beaucoup de personnes qui attendent, qui espèrent encore en vous comme en un Messie, un véritable Moïse si vous pourriez organiser leur retour dans des conditions de sécurité, sans ces armées monoethniques dangereuses pour la Région entière.

La seule solution, c'est la fin de ces régimes minoritaires qui n'organisent que ravages et esclavages, exils et pillages des biens d'autrui. Il est temps de penser résolument à d'autres équipes, car tous les autres ne sont pas "génocidaires" comme on l'affirme si aisément. Ce fonds de commerce, "génocide", apitroie légitimement l'Occident et toute personne de bonne volonté, mais l'amalgame est injustifié. Tous les Allemands n'étaient pas nazis comme tous les bahutu ne sont pas des génocidaires, quand ils ont même perdu leurs familles ainsi englouties, sans pouvoir les enterrer.

Monsieur le Vice - Premier Ministre, le fonds de commerce, "génocide", est rentable. Après tout, quand on n'a pas de pétrole à vendre, on a au moins des ossements humains, dont la datation scientifique est d'ailleurs postérieure à la date du génocide. Alors, ces crânes - là qu'on "vend littéralement", en demandant aux autorités invitées de s'incliner devant eux, sont victimes de qui après 1994 ?

Restant à votre disposition pour un complément éventuel, je vous prie d'agréer, Monsieur le Vice - Premier Ministre, avec l'expression de mon plus profond respect, l'assurance de ma plus haute considération.

Byirant



votre lettre du

vos références

nos références

annexes

date

P.V.G./AB/0202 | 2.222

00-02-2000

Monsieur Spiridion Shyirambere
62 bte 21 Chaussée de Tirlemont
1370 Jodoigne

Monsieur,

Je vous remercie de votre lettre du 29 janvier où vous m'exprimez votre vécu et vos réactions sur l'Afrique centrale.

J'ai également été fort touché par les images montrées à la télévision concernant les accrochages inter ethniques au Nord du Congo.

Depuis que je suis Ministre, je ne cesse d'essayer de trouver une solution pacifique pour le Congo.

Nous comptons sur notre nouvelle politique Belge car notre volonté est de poursuivre, sans relâche, nos initiatives en vue du rétablissement de la paix et du retour à une vie normale en République Démocratique du Congo ainsi que dans les pays voisins.

Espérant que ces explications répondent à votre attente, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Louis MICHEL.